

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/PET.4/L.90
6 septembre 1960
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

PETITION DES DIRIGEANTS DU "KAMERUN FREEDOM PARTY/AG ALLIANCE",
DU "N.K.D.P." ET DU "N.E.P.U." CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS
ADMINISTRATION DU ROYAUME-UNI

(Distribuée conformément à l'article 85, paragraphe 2 du règlement intérieur du
Conseil de tutelle)

Mallam Umaru Micka (M.H.R.)
Boîte postale 26 Mubi,
Cameroun septentrional
13 juillet 1960

Au Secrétaire général de
l'Organisation des Nations Unies
New York - Etats-Unis d'Amérique

Monsieur le Secrétaire général,

Situation dans le Cameroun septentrional sous administration britannique

L'avenir politique de notre chère patrie, le Cameroun septentrional sous administration du Royaume-Uni est incertain et la situation générale cause une grande anxiété parmi notre peuple. D'après l'aspect général de la situation et de l'administration actuelle, nous découvrons maintenant que les Anglais et les Nigériens ont déjà tendu un piège aux habitants du Cameroun septentrional. Etant donné cette situation et d'autres circonstances, nous, les chefs des partis politiques suivants - Kamerun Freedom party/AG Alliance, N.K.D.P. et N.E.P.U. - ne saurions hésiter un seul instant à faire connaître aux Nations Unies, avant qu'il ne soit trop tard, la nature exacte de la situation.

Si les Nations Unies souhaitent sérieusement que notre peuple vote librement au cours du prochain plébiscite en vue de déterminer l'avenir politique du Cameroun septentrional, nous désirons que soient examinées en toute impartialité les plaintes suivantes.

Nous adressons un appel pressant aux Nations Unies pour que le Résident et les fonctionnaires d'administration britanniques et nigériens qui sont actuellement dans le Territoire sous tutelle soient sans tarder relevés de leurs fonctions et remplacés par d'autres fonctionnaires d'administration venus directement du Royaume-Uni ou d'ailleurs. Nous faisons cette demande parce que lesdits fonctionnaires font ouvertement campagne pour la Nigéria du Nord et s'occupent donc activement de politique. Les fonctionnaires d'administration jouent la carte du tribalisme en cherchant à opposer une tribu à l'autre afin de créer, après le plébiscite, une situation aussi précaire que celle qui existe actuellement dans la République du Congo; nous ne voulons pas que cela se produise dans notre Territoire; nous ne voulons pas que les fonctionnaires d'administration britanniques et nigériens interviennent dans l'orientation de l'avenir politique de notre Territoire. Nous nous considérons comme Camerounais d'abord et Africains ensuite. Quel profit les fonctionnaires britanniques qui servent actuellement dans le Territoire sous tutelle comptent-ils tirer en appuyant la Nigéria du Nord? Il nous est impossible de le comprendre. Tout ce que nous voulons, c'est qu'on laisse aux seuls Camerounais le soin de décider de l'avenir de leur propre pays. Ceci dit, l'oppression, les représailles et les menaces continuent dans le Territoire sous tutelle.

Les réformes de l'administration locale promises aux Nations Unies par le Gouvernement de la Nigéria du Nord ne sont nullement satisfaisantes; la situation ne s'est en rien améliorée; en fait, elle est pire qu'avant. L'administration indigène se trouve entre les mains des fonctionnaires d'administration; ceux-ci ont nommé certains chefs de districts qui ne sont pas Camerounais, ce qui est contraire à notre volonté, et ils se laissent dicter leurs ordres de Yola, qui se trouve en dehors de notre Territoire. Les fonctionnaires d'administration emploient surtout ceux qui ne se sont pas déclarés pour la séparation du Cameroun septentrional d'avec la Nigéria du Nord, et ceux qui ont lutté pour libérer le Cameroun septentrional de la Nigéria du Nord se voient refuser du travail.

Environ 90 pour 100 des travailleurs du Cameroun septentrional sont originaires de la Nigéria, cet état de chose ayant pour objet de favoriser l'influence de la Nigéria du Nord sur le Cameroun septentrional.

Nous ne voulons pas que la police et les troupes nigériennes demeurent dans le Cameroun septentrional après l'indépendance de la Nigéria, parce que nous savons de quels excès elles pourront s'y rendre coupables. Il faut que des forces de sécurité soient envoyées d'un pays autre que la Nigéria.

La nouvelle proposition tendant à faire du Cameroun septentrional une province de la Nigéria du Nord est considérée comme inacceptable par notre peuple. Les Nations Unies et le monde entier savent que nous avons rejeté la Nigéria du Nord lors du dernier plébiscite. N'est-ce pas là indiquer clairement que le Cameroun septentrional ne saurait être intégré à la Nigéria et notamment à la région du Nord? L'appellation Province sous tutelle a révélé que la Nigéria du Nord ne veut plus entendre prononcer le nom de Cameroun après l'indépendance. Nous sommes Camerounais et nous entendons préserver notre identité nationale. Aucun Camerounais n'a assisté à la dernière Conférence de Londres, et les partis politiques de la Nigéria ne peuvent parler au nom du Cameroun septentrional sans le consentement de la population.

Pourquoi la Nigéria du Nord veut-elle faire disparaître le Cameroun en tant que nation? Il faut se rappeler que le Cameroun a été rattaché à la Nigéria en 1922. Si les Nigériens veulent réellement du Cameroun, pourquoi l'absorber entièrement? Nous avons en Afrique la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, pourquoi pas la Fédération de la Nigéria et du Cameroun?

Nous faisons appel aux Nations Unies pour qu'elles considèrent le Cameroun sous administration du Royaume-Uni comme un Etat; le Cameroun septentrional et le Cameroun méridional sont tous deux sous administration du Royaume-Uni; pourquoi dès lors diviser pour régner? Nous sommes entièrement opposés à cette politique. S'il existe une seule Nigéria britannique, pourquoi pas un seul Cameroun britannique? Nous voulons que le Nord comme le Sud soient administrés par un même administrateur et que le prochain plébiscite soit organisé sur la même base que dans l'ancien Togo britannique. Le Gouvernement du Cameroun britannique devrait être unifié avant l'indépendance. C'est dire que nous voulons que le Cameroun septentrional et le Cameroun méridional soient unis avant le 1er octobre 1960 et nous voulons un commissaire et non pas deux dans le Cameroun britannique. Le monde sait qu'il n'existe qu'un Cameroun britannique et non pas deux.

A cette fin, nous recherchons l'appui et la coopération de l'Organisation des Nations Unies. Nous espérons que cette pétition sera examinée avec attention par l'Organisation des Nations Unies. Etant donné qu'avec une population de 753.000 habitants le Cameroun méridional a son propre gouvernement, pourquoi le Cameroun septentrional, qui compte 800.000 habitants, n'a-t-il même pas des autorités indigènes compétentes? Ces chiffres sont empruntés à l'Annuaire de la Nigéria pour 1960. C'est là une question importante qui mérite de retenir l'attention des Nations Unies.

Veillez agréer, etc.

| | |
|--|---|
| K.F.P./AG Alliance (signé : illisible) | PRESIDENT GENERAL |
| N.K.D.P..... (") | PRESIDENT GENERAL |
| N.E.P.U..... (") | PRESIDENT POUR LE CAMEROUN SEPTENTRIONAL |

Copies :

au Secrétaire aux colonies - Colonial Office, Londres
au Gouverneur général de la Nigéria - Lagos
au Gouverneur de la Nigéria du Nord - Kaduna
au Résident de la Province sous tutelle - Mubi.

Umoru/Vokna.
